L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 JUILLET 1877. 50me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 12 JUILLET.

Faïence et articles de fantaisie—La vente à l'encan se continuera ce matin, à 11 heures, aux Nos 103 et 110 de la rue des Magasins.

Les dangers d'une guerre européenne.

Nous n'avons jamais cessé de croire que la guerre de longue main préparée, que la Russie a engagée contre la Turquie, ne dût, tôt ou tard, amener de graves complications. Le commencement des hostilités avait créé dans les cercles commerciaux et financiers une panique qui ne fut que de courte durée. Craignant que les autres puissances n'intervissent avant qu'elle eût pu gagner certains avantages et prendre pied en Turquie, la Russie avait multiplié les assurances de ses intentions désintéressées. Aucune des puissances ne croyait à ce désintéressement, mais comme l'entente était difficile à faire et que les préparatifs étaient loin d'être terminés, les gouvernements acceptaient momentanément au moins les déclarations ou se contentaient d'échanger des notes.

Le danger immédiat d'un conflit européen étant écarté, le commerce et les bourses ont repris confiance et l'on s'est remis aux affaires, mais le passage du Danube par les Russes a fait renaître les appréhensions. Si les Roumains et les Serbes se joignent aux troupes envahissantes, l'Autriche, qui n'a pas cessé un instant de faire des préparatifs militaires, se croira forcée pour protéger ses intérêts d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine. Cette puissance est constamment sur le qui vive et sa situation est rien moins qu'enviable. On attribue à ses observations le fait que les Turcs n'ont pas poursuivi leurs victoires sur les Monténégrins et n'ont pas occupé Cettinge, la capitale de ce petit pays, et l'Autriche n'aurait fait cette démarche que pour empêcher une intervention de l'Italie que l'on croit secrètement d'accord avec la Russie et l'Allemagne.

Une grande partie des nouvelles que met chaque jour en circulation le télégraphe, sont ou exagérées ou mensongères et sont fabriquées dans un but de spéculation. C'est dans cette catégorie de nouvelles à sensation que nous classerons la dépêche qui annonce une entente secrète entre la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre dans le but de se partager les dépouilles de l'Empire Ottoman. Mais nous considérons comme ayant un caractère très sérieux la dépêche suivante :

Berlin, 10 juillet.—A la dernière entrevue, Lord Odo Russell, ambassadeur anglais, a informé le prince Bismarck que l'Angleterre ne souffrirait à aucune condition que la Russie occupât Constantinople. Le prince Bismarck a répondu qu'il considérait l'occupation de Constantinople comme le meilleur moyen d'atteindre l'objet pour lequel la guerre a été commencée.

Le prince Bismarck a dit le vrai mot de la situation et c'est, d'ailleurs, en vain que les artifices de la diplomatie ont cherché à le dissimuler. L'occupation de Constantinople est le but auquel vise la Russie et si l'Angleterre veut s'y opposer, elle n'a pas de temps à perdre pour intervenir.

Nous reproduisons plus loin deux notes, l'une de Lord Derby, l'autre du prince Gortschakoff, relatives au Canal de Suez et à Constantinople. Ces deux documents, bien que datés du mois de mai, ont un vif intérêt d'actualité. On verra que la note russe, suffisamment explicite et satisfaisante en ce qui concerne le Canal de Suez, l'est beaucoup moins sur la question de Constantinople.

Le prince réitère, il est vrai, l'assurance que "la conquête de cette capitale n'entre pas dans les desseins de czar, que l'avenir de Constantinople est une question d'intérêt général, &c., mais il dit qu'il ne peut préjuger les événements et l'issue de la guerre, et il conclut en rappelant que "le cabinet impérial avait essayé d'atteindre le but désiré au moyen de la coopération des puissances amies et alliées." "Forcé de poursuivre seul ce but, le czar est résolu à ne pas déposer les armes avant de l'avoir atteint *complètement, sûrement* avec des garanties efficaces pour l'avenir."

Comme le *but* qu'indique la note est purement sentimental et n'est pas de ceux qui autorisent une guerre entre deux nations, il n'est pas permis de douter que la Russie n'ait en vue de s'ouvrir les portes de la Méditerranée et de commencer, au moins, l'absorption des provinces turques.

Les hommes d'Etat anglais ne se sont jamais fait illusion sur les desseins de la Russie et ils ont toujours eu l'intention de s'opposer à l'exécution finale de ces desseins, mais ils ont voulu attendre pour intervenir, les circonstances et le moment qui leur paraîtraient les plus propices. Le moment critique est-il venu ? Il est permis de croire qu'il est au moins très proche et que si les Turcs sont forcés d'abandonner leur première ligne de défense pour se replier sur celle de Balkans, l'Angleterre n'hésitera pas à envoyer une armée et une flotte coopérer à la défense de Constantinople, pendant que l'Autriche occupera la Bosnie et l'Herzégovine à titre de garantie.

De l'attitude de l'Allemagne jusqu'à ce jour, il y a lieu de conclure que sa neutralité n'a été qu'un bonolier pour protéger la Russie contre une intervention. C'est un rendu pour un prêté, la Russie ayant empêché l'Autriche d'intervenir dans la guerre de 1870 entre la Prusse et la France. Mais quel serait le rôle de l'Allemagne en cas de rupture de la neutralité de la part de l'Angleterre et de l'Autriche ? C'est là le grand point à éclaircir.

Le mobile qui ferait agir l'Allemagne ne serait ni la reconnaissance envers la Russie, ni le désir de protéger les chrétiens sujets du Sultan, ce serait purement et simplement l'intérêt le plus actuel de la Prusse aux yeux du prince Bismarck.

Nous avons dit la Prusse et non l'Allemagne et en voici la raison.

Parmi les suppositions faites sur les projets de Bismarck figurent la conquête et l'annexion des provinces allemandes de l'Autriche. Nous doutons qu'une pareille idée ait été conçue par le chancelier. Dix ou douze millions d'allemands autrichiens ajoutés à l'empire d'Allemagne, ôtraient à son gouvernement impérial les plus sérieux embarras, car cet élément nouveau ne tarderait pas à s'allier avec les Saxons, les Bavarois et autres annexés et à contrebalancer dans le parlement allemand l'influence prussienne. L'empire se trouverait alors divisé en deux sections bien distinctes, le Nord et le Sud, et au danger du particularisme succéderait un danger bien plus sérieux pour la prépondérance de l'élément prussien.

Ce n'est donc pas, selon nous, du côté de l'Autriche que Bismarck cherchera de nouvelles conquêtes ; il est probable qu'il tentera plutôt d'étendre les limites maritimes de l'empire en absorbant la Hollande et en s'emparant des bouches du Rhin, au risque de provoquer un nouveau duel avec la France.

On ne peut d'ailleurs que faire des conjectures sur ce qui suivrait une entrée en scène de l'Autriche et de l'Angleterre dans le conflit oriental. Mais, toutes les indications présentes tendent à nous faire considérer cette entrée en scène comme inévitable et assez prochaine en cas de succès des Russes.

—Toulouse, 18 juin—Epouvantable orage hier. La foudre est tombée sur le Capitole. La violence de la pluie a été telle que les caves et les sous-sols ont été inondés. Les pompes à vapeur fonctionnent toute la journée aujourd'hui. Le bazar Labit a subi de grands dommages.

—Un argument que nous ne connaissions pas en faveur du suffrage universel :

"C'est le meilleur mode électoral que l'on puisse rêver, disait hier un de nos amis, mais à une condition : c'est de retourner toutes ses décisions. De cette façon, on peut être certain d'être dans le vrai dix-neuf fois sur vingt.

DÉPLORABLE ACCIDENT. — Dimanche dernier, vers neuf heures du soir, Mme Eliza O'Connell, femme de Mr Charles O'Connell, accompagnée de sa fille, Mme Mary O'Connor, femme de M. Thos. B. O'Connor, et les deux enfants de Mme O'Connor, qui avaient passé la soirée avec des amis qui habitent Ouest-Baton-Rouge, traversaient le fleuve en canot. La nuit était fort obscure. L'embarcation chavira au milieu du fleuve : les deux dames et les enfants se noyèrent.

Ce déplorable accident a eu lieu, vis-à-vis de Baton-Rouge, entre le dépôt de charbon de Fisher & Wood et l'ancien moulin d'Arbour.

THÉATRE DE L'ALCAZAR—Nous rappelons au public que la représentation extraordinaire, offerte par Mr Challiez, propriétaire de l'Alcazar, à la compagnie des ouvriers-canonniers du régiment d'artillerie d'Orléans, capt. P. S. Wiltz Jr., aura lieu ce soir à 8 heures. Le spectacle est des plus attrayants et ne peut manquer de faire une chambrée des plus complètes.

NOUVELLES DE FRANCE.

Les bureaux des gauches du Sénat, au nom de leurs collègues, ont arrêté la déclaration suivante: Les sénateurs soussignés, représentant les trois groupes de la gauche du Sénat, expriment l'avis :

Que la réélection des 363 qui ont voté l'ordre du jour du 19 juin contre le ministère présidé par M. de Broglie est un fait politique et s'impose au pays comme s'est imposé celle des 221.

Que cette élection sera l'affirmation la plus solennelle que la France puisse donner de sa volonté de maintenir et de consolider les institutions républicaines, seules capables d'assurer l'ordre à l'intérieur et à l'extérieur.

Faisant appel au patriotisme de tous, ils comptent qu'aucune candidature républicaine ne sera opposée à celle des 363 députés qui ont voté l'ordre du jour de défiance.

Pour *l'Union républicaine* : A. Peyrat, président ; —Leroyer, vice président ; —Duclerc, Hérold, Lucet, Malens, Mazeau, Salneuve, membres du bureau.

Pour le Centre gauche : Bertauld, président ; —Caimon, Gilbert-Boucher, vice-présidents ; — Bernard, comte Rampon, Foucher de Careil, Dauphinot, membres du bureau.

—Le centre gauche de la Chambre des députés s'est réuni, hier, dimanche, rue d'Anjou-Saint-Honoré, pour délibérer sur certaines questions d'organisation intérieure.

Il a été décidé, comme on sait, après une courte discussion, que les députés inscrits au centre gauche, et qui n'ont point voté l'ordre du jour des 363 ne devaient plus être considérés comme appartenant à ce groupe.

Ces députés, au nombre de huit, sont MM. Bordet (Côte d'Or), Chanrel (Hautes-Alpes), Delsonr (Cantal), Deviolaine (Nièvre), Estignard (Doubs), La Chambre (Ille-et-Vilaine), de Ladoucette fils (Meurthe-et-Moselle), et de Tocqueville (Manche).

M. Morel, député de la Manche, a adressé à M. le président du centre gauche la lettre suivante :

"Monsieur et cher président,

"J'ai été fort surpris ce matin en apercevant, dans les journaux, mon nom au bas d'une nouvelle déclaration des gauches. J'ignorais complétement cette déclaration, je ne l'ai pas signée, et je vous prie même que moi, républicain conservateur, je n'aurais pu accepter la phrase dans laquelle il est dit : que les 363 se présenteront au même titre devant le suffrage universel.

"Dans ces circontances, étant absent de Paris, et désirant ne pas me voir de nouveau figurer parmi les signataires de manifestes rédigés à mon insu et dont je ne puis ni ne pas approuver le contenu, j'ai l'honneur de vous prier, monsieur le président, de vouloir bien accepter ma démission de secrétaire du centre gauche.

"Veuillez agréer, monsieur et cher président, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

"H. MOREL.

"Député de la Manche."

—On lit dans le *Français* :

"Il paraît que le gouvernement a saisi l'origine des correspondances expédiées aux journaux étrangers et qui tendent à dénaturer de la manière la plus odieuse le caractère des événements intérieurs de notre pays. L'organisateur de ces correspondances serait un Français réfugié à Bruxelles et qui est en relations constantes avec M. Gambetta."

Le nom de ce grand citoyen étant sur toutes les lèvres, pourquoi ne pas le dire, c'est le citoyen Ranc.

On lit dans la *Gironde* :

Trois kiosques étaient ouverts hier sur la place de la Comédie et sur les allées de Tourny. On n'y trouvait que les journaux républicains.

Déjà il sait que les seuls marchands autorisés jusqu'ici sont, comme nous le disions ceux qui ont eu la précaution de rayer tous les journaux républicains de leur catalogue.

A la gare d'Orléans, le bibliothécaire n'avait en vente aucun journal, quel qu'il fût, au grand désappointement des voyageurs.

Un sergent de ville s'est même permis de faire arrêter un des facteurs de la *Gironde* qui portait à domicile les numéros du journal. L'employé a d'ailleurs été relâché immédiatement par le commissaire de police. La *Gironde* dit, avec raison, que ces abus de pouvoir ne resteront certainement pas impunis.

MEUBLES! MEUBLES!!—Ce n'est pas à tort que la maison de Joe Boin des rues Remparts et B. Hubbard, au coin de Perdido, est appelée le "Palais des Meubles". On trouve, en effet, dans cette fabrique, des meubles de tous genres, de toutes sortes, de tous styles et de tous prix. Ils sont tous très habilement et très solidement confectionnés. Allez-y et voyez de vos propres yeux.

—Pensée d'un fumiste à propos de la dernière circulaire de M. de Fourton sur la publication des fausses nouvelles :

Ne va rien crier sur les trois.... à moins d'être sûr du fait !

Pour finir, quelques échos des bains de mer ; c'est rafraîchissant par cette température :

Au Casino de Trouville :

Survient une dame outrageusement décolletée.

—Comment, s'écrie un baigneur d'un air tout troublé..... nous sommes déjà en 1878 ?

—Pourquoi ?

—Dame !..... Puisque voilà l'Exposition universelle.

DOCUMENTS IMPORTANTS.

LE CANAL DE SUEZ ET CONSTANTINOPLE.

Voici le texte de la lettre adressée par lord Derby au comte Schouvaloff, et de celle du prince Gortchakoff au comte Schouvaloff dont nous avons donné une analyse dans nos dépêches :

"Foreign-Office, le 6 mai 1877.

"Monsieur l'ambassadeur,

"J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre du 6 courant, par laquelle vous m'informez que vous allez partir pour la Russie en vertu d'un congé très court. Comme Votre Excellence aura sans doute occasion de conférer avec son gouvernement, je profite de la circonstance pour soumettre à son appréciation quelques considérations d'une grande importance pour la bonne entente future entre la Grande Bretagne et la Russie.

"Le gouvernement de S. M. la reine n'a pas l'intention de revenir sur la question relative à la justice ou à la nécessité de la présente guerre : il a déjà exprimé son opinion à cet égard, et une discussion plus étendue n'aurait aucune utilité. Il a accepté les obligations que lui impose l'état de guerre et il n'a pas perdu de temps pour proclamer sa neutralité. Il a, dès le premier jour, averti la Porte qu'elle ne devrait pas compter sur son concours, et il est bien décidé à poursuivre avec impartialité la ligne politique ainsi annoncée, tant qu'il n'y aura d'engagés que les seuls intérêts turcs.

"Le gouvernement de S. M. pense en même temps qu'il est utile de ne pas laisser le moindre malentendu se former sur sa position, aussi bien que sur ses intentions.

"Si la guerre actuelle venait malheureusement à s'étendre, cela pourrait compromettre certains intérêts que le gouvernement anglais est tenu de défendre, et il lui a paru désirable de définir clairement, autant qu'on peut le faire dans les circonstances présentes, quels sont les plus importants de ces intérêts.

"En première ligne figure la nécessité de conserver ouvertes, intactes et interrompues les communications entre l'Europe et l'Orient, par le canal de Suez. Une tentative de blocus ou d'interruption de ce genre dans le canal ou ses abords serait considérée par l'Angleterre comme une menace pour l'Inde, et comme une grave atteinte au commerce du monde.

"Sur ces deux chefs, la moindre mesure prise dans un sens ou dans l'autre—et le gouvernement anglais espère que ni l'un ni l'autre ne le belligérants à la prétention d'en adopter—rendrait impossible le maintien de son attitude de neutralité passive. Les intérêts commerciaux et financiers des nations européennes se trouvent si largement engagés en Egypte, qu'une attaque contre ce pays, ou son occupation, même temporaire, dans des vues stratégiques, ne pourraient être acceptées avec indifférence par des puissances intéressées, et qui doit être à l'abri de toute attaque.

"L'Egypte fait partie de l'empire ottoman, et son contingent figure dans l'armée turque. Les Russes pourraient, en conséquence, se considérer comme étant en guerre avec l'Egypte. Cependant le cabinet impérial ne perd de vue ni les intérêts européens engagés dans ce pays, ni les intérêts anglais en particulier. Elle ne comprendra pas l'Egypte dans le rayon de ses opérations militaires.

"En ce qui concerne Constantinople, le cabinet impérial, tout en ne pouvant dès aujourd'hui préjuger les événements et l'issue de la guerre, réitère l'assurance que la conquête de cette capitale n'entre pas dans les desseins de S. M. l'Empereur. Son gouvernement saurait indéfiniment laisser la Russie exposée à ces accidents ruineux qui entravent son développement pacifique et lui causent les maux incalculables. C'est pour en écarter la source que S. M. l. s'est décidée à imposer à son pays le fardeau de la guerre.

"Le but ne saurait être atteint ainsi longtemps que les populations chrétiennes de la Turquie ne seront pas placées dans une situation dans laquelle leur vie et leur sécurité soient efficacement garanties contre les abus intolérables de l'administration turque. Cet intérêt qui est un intérêt vital pour la Russie, n'est en opposition avec aucun des intérêts de l'Europe, laquelle, d'ailleurs, souffre elle-même de l'état précaire de l'Orient.

"Le cabinet impérial avait essayé d'atteindre le but désiré, au moyen de la coopération des puissances amies et alliées. Forcé aujourd'hui de le poursuivre tout seul, notre auguste maître est résolu à ne pas déposer les armes avant de l'avoir atteint complétement, sûrement, avec des garanties efficaces pour l'avenir.

"Soyez assez bons pour soumettre ces considérations à lord Derby, en lui disant que le cabinet impérial se croit autorisé à espérer que le gouvernement de S. M. britannique les appréciera avec le même esprit de justice qui nous détermine à respecter les intérêts de l'Angleterre, et qu'il en tirera la même conclusion que nous, à savoir que, dans les vues qui ont été échangées avec une franchise réciproque par les deux gouvernements, il n'y a rien qui ne puisse se concilier, de manière à maintenir leurs relations amicales.

"Veuillez répondre de la même manière, en vous mettant en état de développer avec tout autant de franchise et de clarté les points signalés par lord Derby, dans le cas où ceux-ci affectent des intérêts que S. M. l., de son côté, est tenue de protéger.

"Le cabinet impérial n'a l'intention ni de bloquer le canal de Suez, ni d'entraver ou de menacer en aucune façon la navigation sur ce canal. Il considère le canal comme un ouvrage international dans lequel le commerce du monde entier est intéressé